Crise de la dette, la spirale infernale

28/04/2010 à 13h59



Le scénario se déroule exactement comme prévu : après la Grèce, dont les bons du Trésor sont assimilées depuis hier à des obligations pourries, c'est au tour du Portugal de voir sa note dégradée. Lisbonne peut trembler. Car les marchés ne veulent tout simplement plus de la dette grecque : plus de 10% ce matin pour les taux à 10 ans, près de 18% pour ceux à 2 ans… !

A qui le tour ensuite ?

Comme je le rappelais il y a quelques jours, la Grande-Bretagne est dans le viseur des marchés, qui attendent la fin des élections le 6 mai pour déclencher le tir le cas échéant. L'Espagne et la France ne sont pas davantage à l'abri. Et quid des États-Unis ? Car le mal atteint l'ensemble des pays dits avancés, même ceux qui ont tenté jusqu'à présent de se faire oublier à la faveur de la crise de l'euro. Hier, Ben Bernanke a mis en garde contre l'ampleur du déficit budgétaire américain, jugeant que son niveau risquait de devenir insoutenable et d'entraîner les taux d'intérêt à la hausse.

Quoi qu'il advienne, un constat s'impose : les événements se

précipitent et nul ne sait où tout cela va nous emmener.

> ***Panique boursière, hausse des cours de l'or (le record a été battu en euros), défauts de paiement en cascade, krach obligataire… La spirale infernale est enclenchée et plus personne ne maîtrise rien, à commencer par les gouvernements et les banques centrales, totalement dépassés.***

Jean-Claude Trichet a beau répéter à l'envi *"qu'il est hors de question que la Grèce ou n'importe quel autre pays de la zone euro fasse défaut"*, c'est de la pure incantation. Dans l'immédiat, c'est la stabilité de la zone euro, voire son existence même, qui sont le plus gravement menacées.

Olivier Demeulenaere
(Merci à Marie)